



FÉDÉRATION
DU QUÉBEC
POUR LE PLANNING
DES NAISSANCES

Réseau de veille pro-choix

FICHE INFORMATIVE NO 1

Au-delà du spectacle de la statistique...

Les Québécoises n'avortent pas trop

Depuis quelques années, des médias diffusent une lecture des statistiques sur l'avortement qui suggère que les Québécoises avorteraient trop. Nous ne partageons pas cette approche qui ramène sous de nouveaux habits l'idée selon laquelle la responsabilité de la reproduction de l'espèce humaine relèverait « naturellement » des femmes et non de la société dans son ensemble.

Pour nous, les données sur le nombre d'avortements pratiqués au Québec – environ 28 000 en 2005, selon l'Institut de la statistique du Québec – témoignent d'un phénomène politique et social : les Québécoises exercent un droit pour lequel elles ont fortement lutté – le droit à l'avortement et l'accès à des services professionnels et gratuits – et par lequel elles font preuve de responsabilité en refusant de mettre au monde des enfants quand elles jugent que les conditions sont inadéquates.

Comme le souligne Louise Desmarais, auteure du livre *Mémoire d'une bataille inachevée. La lutte pour l'avortement au Québec*, le nombre d'avortements annuel au Québec est « une réponse des Québécoises à l'inertie des gouvernements qui successivement, tant à Québec qu'à Ottawa, refusent de mettre en place les conditions socioéconomiques permettant aux femmes et aux couples d'avoir le nombre d'enfants qu'ils et elles désirent, et d'en prendre soin avec humanité » (*La Vie en rose*, hors-série 2005). C'est aussi une conséquence du manque de services en matière d'éducation sexuelle (impliquant la notion d'égalité entre

les sexes), de contraception (information, accès, gratuité) et de planning des naissances, services rejoignant toutes les catégories de la population.

Le spectacle de la statistique

Remettons les pendules à l'heure en ce qui concerne les statistiques sur l'avortement que les médias utilisent pour faire la une. D'entrée de jeu, précisons que les comparaisons « saisissantes » entre aujourd'hui et il y a 20 ans ne tiennent pas la route car les contextes sont totalement différents : avant 1988, l'avortement n'était toujours pas décriminalisé au Canada. De plus, le type d'indice statistique préféré des médias pour son caractère spectaculaire est le moins adéquat selon nous car il compare des pommes avec des oranges. Il s'agit de l'indice du taux d'avortement qui compare le nombre d'interruptions volontaires de grossesses (IVG) par rapport à celui du nombre de naissances vivantes. Par exemple, comme l'indique le tableau ci-dessous, le taux d'avortement calculé avec cet indice a augmenté de 38% entre 1994 et 2004. Or, le nombre d'avortements n'a pas augmenté de 38% mais bien de 13% pendant cette période. Par contre, le dénominateur de ce ratio – le nombre de naissances vivantes – a diminué de 18%. L'augmentation de ce taux reflète donc davantage la baisse de la natalité au Québec plutôt qu'une augmentation marquée du nombre d'avortements.

Nombre d'avortements et de naissances vivantes au Québec

Année	1994	2004	variation
Naissances vivantes	90 417	74 068	- 18%
Avortements	26 131	29 460	+ 13%
Taux d'avortement pour 100 naissances vivantes	28,9	39,8	+ 38%

Données : Institut de la statistique du Québec, 2006.

Avec cet indice statistique, le Québec devance la plupart des pays industrialisés. Par contre, si l'on analyse une autre donnée statistique, qui compare le nombre d'avortements par 1000 femmes âgées entre 15 et 44 ans, le Québec se situe dans la moyenne par rapport à divers pays (voir le tableau ci-dessous). Ce taux d'avortement par 1000 femmes permet de faire des comparaisons beaucoup plus justes selon nous car il ne comprend qu'une seule variable et utilise un dénominateur commun. En se basant sur ces données, le taux d'avortement par 1000 femmes serait passé de 15,7 en 1994 à 18,9 en 2004, une augmentation de 20%. Avec l'autre façon de calculer, le taux d'avortement a augmenté de 38% pour les mêmes années. Presque le double. C'est un indice qui donne des résultats plus sensationnalistes et que les médias utilisent couramment.

Nombre d'IVG par 1000 femmes (15-44 ans)

Fédération de Russie (2003)	55,3
États-Unis (2002)	20,9
Suède (2004)	20,0
Québec (2002)	17,3
France (2002)	16,7
Canada (2002)	15,4
Pays-Bas (2004)	8,7

Source : Institut Alan Guttmacher, 2005.

Autonomie des femmes et fertilité

L'autonomie des femmes face au choix d'avoir ou non des enfants, face au nombre et au moment approprié pour les avoir, leur permet d'avoir une prise sur leur vie. Il faut la renforcer et non la restreindre. Si cette autonomie les amène à choisir l'avortement, ce n'est pas par caprice ou irresponsabilité, quoique les moralistes en disent, au contraire. Elles sont les plus à même d'en juger.

Les femmes vivent 40 ans de fertilité (environ de 12 à 52 ans), donc autour de 400 ovulations. Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient à faire face à une grossesse non planifiée à un moment qu'elles jugent inapproprié dans leur vie. Le nombre d'avortements dans la vie de chaque Québécoise en moyenne a été évalué à 1,7 en 1998, ce qui est loin d'être anormal ou dramatique (Josée Boileau, *Le Devoir*, 25-01-03). Le préjugé voulant que les Québécoises utilisent l'avortement comme moyen de contraception ne correspond pas à la réalité.

Le casse-tête de la contraception

Gérer sa vie reproductive est un casse-tête pour les femmes durant une longue période de leur vie d'autant plus qu'encore de nos jours, les hommes ne prennent pas tous leurs responsabilités en la matière. Or, le fait de vivre un ou même plusieurs avortements au cours de cette période est bien peu en comparaison avec le nombre de fois où les femmes ont une relation sexuelle et à utiliser un contraceptif. Contrairement à ce que l'on croit, les diverses méthodes contraceptives ne sont pas toutes connues ni accessibles dans toutes les régions du Québec et aucune n'est efficace à 100%. De plus certaines méthodes contraceptives comportent des effets secondaires et des risques pour la santé des femmes.

Le contexte social

Le contexte social fait en sorte que les Québécoises reportent leur première grossesse à 29 ans en moyenne. Ce contexte social est, entre autres, caractérisé par la participation massive des femmes au marché du travail, l'instabilité des couples de même que la croissance de l'emploi précaire qui affecte un grand nombre de femmes et qui ne donne droit qu'à de faibles prestations d'assurance parentale. Devant une grossesse non planifiée, un certain nombre de Québécoises font le choix de recourir à l'avortement. Pour nous, le choix de recourir ou non à l'avortement ne constitue pas un problème. Avorter est un choix tout aussi responsable qu'enfanter. C'est une réalité qui interpelle plutôt la société face à la place qu'elle fait aux enfants et aux mesures qu'elle met en place afin d'assurer des conditions socioéconomiques favorables pour les personnes qui désirent fonder une famille.
